INTRODUCTION

Des traces du passé aux interrogations du présent : l'Afrique, continent des hésitations allemandes

Le dossier présenté par *Allemagne d'aujourd'hui* sur les relations entre l'Allemagne et l'Afrique s'inscrit à la fois dans un cadre déterminé de renouvellement de la perspective, mais aussi d'interrogations que peut susciter un partenariat ancien et malaisé : en effet, les deux protagonistes, un pays et un continent, se connaissent peu malgré une courte histoire commune et parfois douloureuse. On ne peut évoquer la question sans soulever un passé colonial épisodique et dense, qui a fait l'objet d'une historiographie importante chez les germanistes ces dernières années, à la manière dont en témoignent les travaux de Christine de Gemeaux, mais aussi de Fanny Dufétel-Viste sur la *Reichspost* en Afrique ou d'Elisabeth Zollmann sur la presse coloniale allemande. Cet empire colonial, composé de l'actuel Cameroun, du Togo, de la Namibie, du Burundi, du Rwanda et de la partie continentale de la Tanzanie, avait subi une colonisation hétérogène, avec des degrés d'implication différents de la part des nouveaux arrivants, plus intenses dans le Sud-Ouest africain ou au Togo, plus superficielle dans d'autres parties du continent. La décolonisation fut rapide, les quelques troupes présentes s'étant rendues sans coup férir.

Dans ce dossier, Jean-Jacques Alcandre remet en perspective les enjeux de la Conférence de Berlin, acte fondateur de l'emprise européenne sur le continent africain et son remodelage selon ses enjeux stratégiques, soulignant la rapidité du processus global, une vingtaine d'années, pour transformer de fond en comble un ensemble géographique considérable. Paradoxalement, les visées humanistes, souvent avancées à l'époque de la Conférence de Berlin pour couvrir des buts économiques, deviendront une constante du discours sur l'Afrique jusqu'à aujourd'hui. Otto von Bismarck sera d'ailleurs l'un des vecteurs du scepticisme allemand quant à la pertinence de cet ensemble tardif dans un univers où les Français et Anglais avaient déjà posé des jalons décisifs. Catherine Repussard s'attache quant à elle à l'extraordinaire foison d'images qu'a pu générer le fait colonial, tant au plan de la littérature de fiction que de l'expression de valeurs comme celles de l'expansion et du progrès infini sur fond de mondialisation accélérée. Mais elle souligne aussi combien cet univers colonial provoque paradoxalement un repli sur la question de la germanité puisque ces mondes fantasmés deviennent la possible projection d'une forme perdue d'authenticité, liée à la question, pressante en cette fin de siècle, de la germanité.

C'est paradoxalement sous la houlette de Leo Frobenius et d'autres ethnologues qui avaient saisi le pouvoir révolutionnaire de l'art africain que se fit le mouvement de balance artistique de l'Afrique vers

l'Europe. Une partie de la modernité est consubstantielle de cette rencontre entre les continents, qui se fit à l'inverse de ce qui avait pu se produire dans la sphère coloniale. Maguèye Kassé dans son article montre comment l'Allemagne a été perçue par les Africains, dans un jeu de miroir entre les différentes puissances coloniales. Le colonisé fait irruption dans l'histoire universelle, à l'instar de Léopold Sédar Senghor qui en fut une figure de proue. L'auteur retrace le cadre littéraire, cinématographique et artistique dans lequel se déploie cette perception. Il s'arrête pour ce faire sur la figure de Mansour Ciss Kanakassy et son Laboratoire Déberlinisation. Ces échanges ne sont pas sans avoir de répercussions contemporaines sur le paysage actuel du monde de l'art et du projet berlinois monumental du Humboldt-Forum comme le montre Hélène Ivanoff. Pour constituer ce musée de l'humanité dont parlait déjà Adolf Bastian à la fin du XIXe siècle, la plus grande partie des collections du musée ethnologique de Dahlem va y être transférée. Cela soulève notamment des débats sur la patrimonialisation des collections africaines, déjà initiés par des demandes de restitution d'objets de la part d'États comme la Namibie, le Nigeria ou le Cameroun. La restitution des restes humains au premier de ces pays a ouvert le débat très politique de la question du crime de guerre et du génocide. La manière dont les concepteurs du Humboldt-Forum réfléchissent à l'aménagement des nouveaux espaces muséologiques est symptomatique de l'évolution des rapports de l'Allemagne, et plus généralement de l'Europe, envers les pays africains.

L'entre-deux-guerres fut le terrain des désillusions politiques, de l'oubli public mais des aventures ethnologiques. L'Afrique avait commencé à intéresser la faculté des langues orientales de l'université de Berlin dès 1887, peu après la création de l'Empire colonial. Le seul institut à lui faire concurrence jusqu'en 1945 fut celui de Hambourg, créé en 1909. Mais la grande communauté des médecins et des ethnologues qui avaient parcouru les terres africaines ne s'arrêtèrent pas à des considérations de changement de frontières, d'autant plus qu'elles avaient été artificiellement tracées par les puissances européennes lors de la conférence de Berlin. Les considérations politiques n'entravaient pas la curiosité scientifique.

La République de Weimar fut donc avare d'intérêt pour l'Afrique, ayant entériné la perte des colonies et étant accaparée par l'établissement d'une démocratie pérenne. Quant au Troisième Reich, il vit son espace vital dans l'Est de l'Europe et à part l'épisode libyen, il n'y eut que peu d'intérêt pour les étendues africaines au cours de ces années. Certes un concept avait été formulé, qui ne correspondait nullement à la récupération des anciennes colonies, sauf le Togo et Cameroun, auxquels devaient s'ajouter la côte guinéenne, le Dahomey (l'actuel Bénin) et le Nigeria, un ensemble de 30 millions d'habitants au fort potentiel économique. Les réserves forestières du Congo français auraient pu compléter l'ensemble. Mais à partir de 1943, il fut impossible d'imaginer ouvrir un front supplémentaire pour réaliser le fantasme africain.

L'article de Jean-Jacques Alcandre sur Theodor Michael permet de comprendre cette trajectoire historique. La vie de cet Allemand d'origine africaine a été bouleversée par la succession des situations et des bouleversements politiques de l'Allemagne de la première moitié du XXe siècle. Après les exhibitions dans les expositions ethniques, la stigmatisation raciale dans la période nazie qui le pousse à mener une vie de marginal, le Berlinois finit par trouver dans les années 1950 un rôle d'acteur dans un petit théâtre de Francfort. Grâce au système de formation allemand, il put faire dans l'après-guerre des études et avoir accès, en faisant un séjour à Paris qui le met au contact de la littérature de la négritude, à des fonctions importantes de médiation entre l'Allemagne et l'Afrique, tout d'abord en tant que journaliste responsable du *Bulletin d'Afrique*, puis à des fonctions au sein du *Bundesnachrichtendienst*.

L'effondrement du Reich ne laissa que peu de marge de manœuvre à l'Allemagne en termes de politique africaine. En 1958,

avec les Traités de Rome, la question de l'Afrique refit surface dans la politique étrangère allemande, mais dans un rapport de subordination avec les États-Unis et la France : d'une part parce que le contexte de la Guerre froide faisait rage sur le continent africain, d'autre part parce que la France était engagée dans la construction de la Communauté française, puis dans sa décolonisation. Ce sont avant tout les présidents de la République fédérale qui furent actifs dans ce domaine : si Theodor Heuss resta célèbre pour son voyage en Grèce, son successeur reprit le chemin de l'Afrique. En 1962 Heinrich Lübke alla au Liberia, en Guinée et au Sénégal, en 1964 en Éthiopie, en 1966 à Madagascar, au Kenya, au Cameroun, au Togo, au Mali et au Maroc, en 1968 en Tunisie, en 1969 en Côte d'Ivoire, au Niger et au Tchad. Ses successeurs Gustav Heinemann et Walter Scheel furent moins tournés vers l'Afrique. Seul Carl Carstens fit deux visites en Côte d'Ivoire et au Niger vers la fin de son mandat en 1984. L'ensemble de ces actions étaient tournées vers l'aide au développement. Il ne faut pas négliger dans ce contexte l'action de la RDA, pour qui l'Afrique fut très importante. Pour contrer la doctrine Hallstein, qui voulait que tout pays africain désireux d'entretenir des relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Est se vît retirer l'aide qu'elle recevait de la part de la RFA, la RDA pratiqua la politique des petits pas, en envoyant gracieusement des conseillers techniques ou agricoles au Mali, au Ghana ou au Sénégal. Après sa reconnaissance internationale en 1973, la plupart des États africains nouèrent des liens diplomatiques avec l'Allemagne de l'Est, même si pour cette dernière, ce partenariat n'était pas stratégique.

Pendant toute cette période, les anciens États colonisés se transformèrent peu à peu, jouant des rapports à l'histoire de leurs différentes tutelles coloniales. La présence allemande fut revalorisée, pour faire contraste avec les colonisations française ou anglaise qui s'étaient parfois douloureusement terminées. Après avoir décrit les réalisations de l'Allemagne au Togo pendant la courte période de colonisation entre 1884 et 1914, train, *wharf* et station télégraphique notamment, Christine de Gemeaux retrace avec acuité la perte douloureuse des colonies et souligne le désintérêt relatif d'Adolf Hitler pour le sujet. L'auteur met en avant la résurgence de la germanophilie dans cette partie de l'Afrique, conséquence de la mise en place d'une politique de *softpower*, qui repose notamment sur des échanges universitaires et intellectuels intenses, où les fondations manifestent une présence accrue. Le partenariat général entre la RFA et le Togo, mis en place en 2012, est la facette la plus visible d'une relation idéalisée. Steffen Bruendel s'attache quant à lui au cas de la Namibie, très différent du précédent. En effet, la République fédérale, à travers notamment l'apprentissage et la pratique de l'allemand, est présente sur le terrain. Sur fond de structures démocratiques et de régulation économique reconnues a eu lieu une réforme agraire importante, dont la presse allemande s'est faite l'écho. La politique pratiquée après l'indépendance, tout en respectant une grande partie des odonymes, a néanmoins remis au goût du jour l'histoire de la colonisation allemande, posant la question épineuse de la qualification du comportement des colons envers les Hereros et les Namas. Sur cette question du génocide se mêlent considérations internationales et équilibres ethniques internes, la rendant extrêmement complexe.

La situation évolua avec la réunification sans toutefois générer de changement majeur. La politique de coopération qui avait été mise en place dans les années 1970 continua de rester la ligne directrice et le maître-mot de l'action allemande en Afrique, abordée d'ailleurs de manière très paradoxale en tant que continent par la plupart des responsables allemands. Sans doute cela est-il dû à l'attribution des crédits principaux au ministère de la Coopération allemande, qui menait une action globale sans distinguer de nuances régionales. Cette anomalie fut corrigée à partir de 2010, lorsque l'économie

africaine entra dans le champ de vision des décideurs allemands : les classes moyennes montantes comme au Nigeria et les taux de croissance importants firent apparaître l'Afrique comme un réservoir potentiel de consommateurs. Dans ce domaine, Christian Hiller von Gaertringen dessine un portrait particulièrement intéressant des nouvelles tentatives des entreprises pour s'implanter dans les différents pays africains, alors que leur présence s'avère extrêmement faible. Contrairement à la Chine, où l'Allemagne avait beaucoup investi en étant parfois obligée de respecter de lourds cahiers des charges imposés par les hôtes, l'Afrique ne fait pas l'objet des investissements qui avait permis à la République fédérale de décoller en Asie. Certes Beiersdorf avec son produit-phare Nivea a décidé de conquérir le marché de l'Afrique de l'Est en tenant compte des paramètres locaux, mais elle est un exemple concret assez rare, même si Siemens ou Bayer affichent des velléités non encore réellement concrétisées. Certes les signes encourageants se multiplient, mais l'Allemagne est en retard sur la Chine, l'Inde ou le Brésil. Pourtant la République fédérale aura besoin de l'Afrique, en s'associant à d'autres pays européens pour fournir la demande d'un continent qui comptera bientôt 2,5 milliards d'habitants.

Le ministère des Affaires étrangères allemand, en reprenant partiellement la main sur les Affaires africaines, fit apparaître un continent plus complexe : outre la distinction traditionnelle entre l'Afrique du Nord, transformée par les printemps arabes et devenue une zone géographique suscitant autant d'espoirs que de craintes, et l'Afrique subsaharienne, longtemps dominée par la présence de la relation ambiguë de la plupart des pays européens avec le régime d'Apartheid, sont apparues des esquisses de stratégie différenciée en Afrique de l'Ouest ou de l'Est. Les mémorandums de 2011 et 2014 ont permis de clarifier la situation.

Le premier, rédigé par l'ensemble des parties prenantes de la politique africaine dans la société allemande, permit d'identifier cinq registres importants, dont ceux du développement durable et de la politique énergétique. Mais malgré une conjonction libérale favorable à une action commune, les contradictions entre les valeurs fixées dans les années 1970 et les nouveaux intérêts économiques identifiés dans les années 2010 continuent de se neutraliser et empêchent de fixer des priorités thématiques qui pourraient faire évoluer la politique allemande, sur fond de concurrence internationale accrue, même si la présence chinoise s'avère après quelques années moins redoutable que prévue, les irréductibilités culturelles étant fondamentales. L'un des exemples récents les plus notables de cette ambiguïté allemande est la visite qu'est venu faire le président égyptien El Sissi à la chancelière de République fédérale le 4 juin 2015. Ce qui était en discussion concernait les fondements de la coopération économique, qui permit à l'entreprise Siemens d'obtenir un contrat de huit milliards d'euros pour la fourniture de trois centrales à gaz et douze installations d'éoliennes, en défendant les intérêts économiques allemands avec vigueur. Pourtant dans le même temps furent discutées les questions de la possibilité pour les fondations allemandes de travailler sereinement sur le terrain africain, de la tolérance religieuse tant pour les Coptes que pour les musulmans ou encore de la peine de mort.

Maguèye Kassé examine dans sa contribution la politique allemande au Sénégal et sur le continent africain dans son ensemble, en périodisant les relations jusqu'à nos jours. Il souligne la manière dont la RFA a mis l'accent dans les années 1970 sur l'aide au développement pour s'achever avec les 17 thèses sur la coopération de 1979 ; la question du tournant dans la politique africaine est posée dans la décennie qui suit, en soulignant combien cette période est caractérisée par une incertitude en termes d'investissement politique et humain. L'article se termine sur les questions que posent les lignes directrices prônées en 2014. Du point de vue de Hans Stark, dont l'interview circonscrit avec précision les apories et

hésitations de la politique allemande dans l'après-guerre, la réponse peut sembler relativement claire : l'Allemagne reste prise entre les principes éthiques qui conduisent son action et sa volonté de faire valoir ses intérêts économiques, ce qui conduit parfois à des contradictions visibles.

Car le domaine de la défense des droits de l'homme reste très paradoxalement l'une des marques de fabrique de la présence allemande en Afrique, selon les principes qu'elle n'applique avec autant de rigueur dans aucune autre partie du monde avec laquelle elle commerce. Elle fait la promotion de la bonne gouvernance, de l'État de droit, de la démocratie ou des droits de l'homme. À travers des organisations comme la GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*), dont le siège est basé à Francfort-sur-le-Main, elle s'attelle à la construction de structures publiques ou à l'aide au développement de réseaux de structures publiques. Cela a été particulièrement notable au moment des printemps arabes, où les Allemands sont intervenus assez fortement en Tunisie, à la fois pour doter ce pays d'institutions pérennes, mais aussi pour l'aider à se moderniser économiquement, notamment dans la transparence de la gestion des ressources publiques. Il en va de même pour la formation des hauts fonctionnaires auxquels la République fédérale accorde des bourses de formation continue. Le non-respect de ces principes engendre en général la suspension des activités de coopérations, comme le montre l'exemple de Bujumbura : confrontée à la volonté de Pierre Nkurunziza de se présenter en 2015 pour un nouveau mandat à la présidence burundaise en contrevenant à la constitution, ceci après une élection de 2010 déjà entachée d'irrégularités, l'Allemagne a cessé ses activités intergouvernementales de coopération avec ce pays le 10 juin 2015.

Mais l'Allemagne est également engagée sur le plan sanitaire dans les pays africains touchés par des endémies graves comme celle du virus d'Ebola, qui a touché la Guinée, le Liberia et la Sierra-Leone sur un arrière-plan politique catastrophique. Elle est également présente dans la lutte contre le paludisme ou le SIDA. Andreas Iskam retrace en tant qu'expert dans un tableau complet les interventions de l'Allemagne pour endiguer, grâce à la *Bundeswehr* et à la Croix rouge, l'épidémie de fièvre Ebola en Guinée, en Sierra Leone et au Liberia. Il montre, en menant une analyse géopolitique fine, comment les intervenants allemands ont dû prendre en compte des paramètres anthropologiques pour mettre en place une politique visant à circonscrire l'épidémie. Au-delà de la création de SITTU, la RFA a surtout réussi à ce que les autochtones puissent reprendre confiance dans leur propre système de santé.

Sur la base du mémorandum de 2011, l'Allemagne, même si sa stratégie est peu lisible dans ce domaine, essaye de promouvoir ses propres industries contribuant à la fois à la protection de l'environnement, à la préservation de la faune et de la flore. Ainsi à Kigali, capitale du Rwanda et ancien territoire colonial allemand, des associations de protection de l'environnement essayent-elles d'éliminer autant que faire se peut tous les emballages en plastique, les contrôles pouvant conduire à des amendes de 35 euros. La coopération se fait à parité entre les Rwandais et les Allemands, comme le montre la création de l'entreprise Coped, l'un des leaders de ce recyclage. Son usine Ecoplastic, à la tête de laquelle se trouve Aloys Niyonsaba et qui emploie 45 ouvriers, a traité 10 000 tonnes de ces produits issus du pétrole en 2012. L'évocation de micro-exemples de ce type pourrait être multipliée tant ils sont symptomatiques de cette nouvelle politique de l'Allemagne.

Il faudrait aussi évoquer les programmes d'enseignements et de coopération universitaire, environ au nombre de quarante. Ils permettent, à l'instar du programme Point Sud de l'université de Francfort-sur-le-Main, de générer des actions bilatérales ou trilatérales comme dans le cas du master franco-allemand d'ethnologie et d'anthropologie sociale, conçu avec l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et soutenu

financièrement par l'Université Franco-Allemande. En ceci, l'article de Richard Kuba synthétise bien la manière dont les études africaines ont été développées dans leurs différents paradigmes depuis la fin du XIX[e] siècle. Partant notamment de la grande particularité du diffusionnisme allemand, il note le tournant que constituent les années 1970 pour en venir aux différents centres de recherche actuels, ayant chacun ses lignes de force issues de son histoire particulière. Bayreuth, Cologne, Francfort, Leipzig, Mayence ou Hambourg sont le reflet d'autant d'histoires ethnographiques différentes et de conceptions ethnologiques concurrentes.

Dans le domaine de la politique africaine, les dernières années ont surtout été marquées par la centralité croissante de la question de la sécurité, en coopération avec l'Union africaine et les organisations nationales, à partir de moyens civils essentiellement. Mais l'Allemagne a également participé à des actions militaires en envoyant des contingents importants dans le cadre d'actions menées par l'Union européenne, sans jamais les initier. On peut penser à la République démocratique du Congo dans un contexte houleux d'élections en 2006 à la Somalie pour lutter contre les pirates ou encore à l'envoi de formateurs au Mali dans le cadre de l'opération MINUSMA. Il va sans dire que l'opinion publique allemande est plus que circonspecte vis-à-vis de ces envois de troupes, d'autant que les pays africains sont *terra incognita* pour une grande partie de l'opinion publique allemande qui n'y voit pas d'intérêt stratégique. Il va sans dire que la République fédérale ne participe pas, au contraire de la France, à des missions de combat sur le continent africain.

Assiste-t-on à un changement décisif de la part des autorités allemandes quant à la politique allemande envers l'Afrique ? Sans doute l'Allemagne a-t-elle pris conscience vers 2008 de l'importance économique de pays comme le Ghana, le Mozambique, le Nigeria ou la Tanzanie. Sans doute les documents de 2011 et 2014 ont-ils éclairci un certain nombre d'ambiguïtés sans résoudre la question des compétences ministérielles et par conséquent des priorités. Les relations de l'Allemagne avec l'Afrique restent une question ouverte pour le siècle à venir, augurant de changements nécessaires eu égard à l'immobilisme qui a prévalu pendant trop longtemps.

– Jean-Louis GEORGET
et Jean-Jacques ALCANDRE –